

GERD KRUMEICH

Le Feu aux poudres

Qui a déclenché la guerre en 1914 ?



Le Feu aux poudres

Gerd Krumeich

LE FEU AUX POUDRES

Qui a déclenché la guerre en 1914 ?

Préface d'Antoine Prost

Traduit de l'allemand par Claudine Layre

Belin:

DU MÊME AUTEUR

Jeanne d'Arc à travers l'histoire, Paris, Albin Michel, 1993

Jeanne d'Arc en vérité, Paris, Tallandier, 2012

Jeanne d'Arc à travers l'histoire, Paris, Belin éditeur, 2017

Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Jean-Jacques Becker, Gerd Krumeich et Jay M. Winter (dir.), *Guerre et cultures 1914-1918*, Paris, Armand Colin, 1994

Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Jean-Jacques Becker, Gerd Krumeich et Jay M. Winter (dir.), *La Très Grande Guerre*, Paris, Le Monde, 1994

Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich, *La Grande Guerre, une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008

Stéphane Audoin-Rouzeau, Gerd Krumeich et Jean Richardot, *Cicatrices. Paysages de guerre*, Paris, Tallandier, 2008

Antoine Prost et Gerd Krumeich, *Verdun 1916. Une histoire franco-allemande de la bataille*, Paris, Tallandier, 2015

Prix LIRE du livre d'Histoire 2014

Couverture :

Conception : Rampazzo & Associés

Iconographie : 2 août 1914, mobilisation : la foule lisant les affiches. © BnF

Titre original : *Juli 1914. Eine Bilanz* © 2014 Verlag Ferdinand Schöningh, Paderborn. Tous droits réservés et contrôlés par Verlag Ferdinand Schöningh, Paderborn.

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que «les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» (article L. 122-5) ; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple et d'illustration.

En revanche, «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» (article L. 122-4). La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Editions Belin, 2014 pour la traduction française.

Traduction de Claudine Layre

© Editions Belin/Humensis 2018

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14

ISSN 2428-8667 ISBN 978-2-410-00980-4

PRÉFACE

Qui porte la responsabilité de la guerre de 1914-1918? Cette question a été au centre des débats historiques entre les deux guerres. Les Allemands rejetaient avec indignation la responsabilité que leur attribuait le traité de Versailles : encerclés par les Russes et les Français, ils n'avaient fait que se défendre. Le grand historien français, Pierre Renouvin, démontrait au contraire que l'Autriche et l'Allemagne avaient voulu la guerre. Les historiens américains se partageaient entre les deux camps.

Après la Seconde Guerre mondiale, on s'accorda à partager les responsabilités, comme dès 1933 Jules Isaac, dont les manuels ont formé des générations de lycéens : les Allemands étaient les premiers responsables de la guerre, mais les Français n'avaient rien fait pour l'empêcher. En Allemagne au contraire, Fritz Fischer suscita dans les années 1960-1970 un débat d'une rare violence en montrant qu'en septembre 1914 le Kaiser, son chancelier et l'État-major avaient pour but des conquêtes territoriales et la

création d'une Mitteleuropa dominant le continent : les ambitions du II^e Reich annonçaient celles d'Hitler et du III^e Reich. Gerhard Ritter, l'historien du militarisme allemand, n'acceptait pas cette thèse. La controverse fut vive et elle dura une dizaine d'années, puis on passa à autre chose.

L'intérêt se porta alors sur les sociétés en guerre, les usines, les campagnes, le ravitaillement, le front intérieur. La France et l'Allemagne se rapprochaient, et Mitterrand prenait la main de Kohl devant l'ossuaire de Douaumont. On relut la mort de masse à la lumière de la Shoah et Verdun devint un prélude à Auschwitz. Les mythiques soldats de Verdun et les *Frontsoldaten* cédèrent la place aux cadavres démembrés à demi ensevelis dans la boue. En France, la commémoration de 1914 évita la question qui aurait pu fâcher : celle, précisément, de la responsabilité du conflit.

C'est un historien venu d'ailleurs – un Australien enseignant à Oxford – qui l'a renouvelée. Christopher Clark montre comment, à partir d'un affrontement austro-serbe, les responsables sont entrés dans la guerre comme des somnambules – c'est son titre. La responsabilité se dissout : c'est celle d'un système, pas d'un État ou d'un autre. Mais comme il rend au total les Russes et les Français plus coupables que l'Allemagne, son livre s'est vendu à plus de 300 000 exemplaires Outre-Rhin.

Nul n'était mieux placé que Gerd Krumeich pour discuter cette vision accommodante. Ayant consacré sa thèse à la loi qui a porté à 3 ans en 1913 le service militaire en France, il connaît aussi bien le contexte allemand que français. Son argumentation apporte à la question des responsabilités de la guerre une réponse difficilement contestable dans l'état actuel

de nos connaissances : l'Allemagne n'a pas chargé seule le baril de poudre qui a explosé en 1914, mais c'est elle qui y a mis le feu.

Antoine Prost,
Président du Comité scientifique
de la Mission du Centenaire
décembre 2017.

AVANT-PROPOS À L'ÉDITION FRANÇAISE

par G. KRUMEICH

Juillet 1914. La date ne cesse de préoccuper : comment l'Europe des grandes puissances, imprégnée de culture, animée par tout un réseau international de relations, porteuse de civilisation, a-t-elle pu, au début du siècle, basculer aussi rapidement dans la guerre ? Une guerre que l'on appelle de nos jours encore et sans doute pour toujours la « Grande Guerre », celle qui déchaîna tant de haine, de fureur et de destruction, celle qui donna le jour à de nouveaux instruments de mise à mort, à d'immenses camps de prisonniers, celle enfin qui sonna le glas de l'ancien monde.

Qui est responsable de ce basculement, de cette explosion de juillet 1914 ?

Dans ce livre, je tente d'analyser et de comprendre les événements et leur enchaînement qui ont mené à la catastrophe, en mettant d'abord en lumière les causes lointaines du conflit. L'impérialisme, le

militarisme et le nationalisme ont été les moteurs déterminants des sociétés européennes et de leur développement à partir des années 1890. On envisage la guerre telle qu'on l'avait connue par le passé et telle qu'on l'imaginait dans le futur : ceux qui firent le choix du conflit en 1914 avaient à l'esprit une guerre de courte durée car, dans le cas contraire, elle entraînerait une destruction massive. Ce point est capital et encore rarement pris en compte de nos jours. Il existe ainsi une sorte de connivence secrète entre les hommes politiques et les militaires de toutes les grandes puissances, chacun étant assuré que l'autre nourrit la même représentation de la guerre et veillera à éviter une déflagration sans limite. Ce ne fut pas le cas ; nous le savons tous à présent. Il importe toutefois de prendre la mesure de cette croyance, des façons de sentir et de penser, comme l'a suggéré Marc Bloch, des leaders de 1914, qui se sont malgré tout engagés dans la guerre.

Cette dernière fut mondiale et totale sous bien des rapports et lorsqu'elle s'acheva en 1918, il fallut trouver un coupable afin de comprendre, d'expliquer.

L'Allemagne vaincue fut désignée. On lui reprocha d'être la cause de la ruine et des morts parce qu'elle fut l'agresseur. Les Allemands s'insurgèrent farouchement contre cette clause de l'article 231 du traité de Versailles, et cette protestation a nourri toute une littérature, comprenant ses « pour » et ses « contre » quant aux responsabilités de 1914. Je retrace ces débats dans le dernier chapitre de ce livre, après avoir démontré, je l'espère, dans quelle mesure et pourquoi il convient de nos jours encore de soutenir que ce fut en effet l'Allemagne, en accord avec l'Autriche-Hongrie, qui mit le feu aux poudres, en juillet 1914.

D'autres historiens, et non des moindres, sont venus contredire cette interprétation. J'examine leurs arguments de la façon la plus impartiale qui soit. Mais, à l'encontre de Christopher Clark dont le livre a suscité un énorme intérêt ces derniers temps, je ne peux soutenir que les leaders de l'époque furent tous et indifféremment des somnambules. Certes, toutes les nations européennes ont participé au mouvement impérialiste, ont nourri les oppositions internationales et encouragé la militarisation des relations politiques. Il n'en reste pas moins vrai, selon moi, que les puissances centrales, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, ont pressé sur le bouton à un moment où tous les autres pays espéraient encore trouver une solution pacifique à la crise.

Loin de moi néanmoins l'idée de broser un portrait en noir et blanc des décideurs des différentes nations. En ce qui concerne la France, Poincaré et Paléologue ont une responsabilité certaine dans le dénouement tragique. Sans doute la mobilisation générale russe fut-elle, comme le soutient le grand Jules Isaac, ce qui rendit la guerre « inévitable ». Je reste toutefois persuadé que pour Sazonov et le tsar cette mobilisation ne signifiait pas la guerre, comme c'était au contraire le cas pour l'Allemagne.

J'espère ainsi contribuer au débat concernant les responsables de la Grande Guerre, et la traduction française de ce livre permettra, je le souhaite, la réouverture de la discussion en France aussi. Les historiens français de plusieurs générations ont en effet amplement renouvelé l'histoire politique de 1914-1918 et se sont notamment attachés au basculement dans la catastrophe. Il convient de citer les noms de Pierre Renouvin (que je lis comme un confrère contemporain), de l'inépuisable

Jean-Baptiste Duroselle, de mon ami Jean-Jacques Becker, qui a nourri par ses travaux notre connaissance du comportement des hommes lors de la crise de juillet, de Georges-Henri Soutou enfin, qui a si parfaitement étudié les motifs économiques des leaders européens et de leur entourage. Il me semble que les historiens de la jeune génération s'intéressent de moins en moins à cette histoire des décisions, et en particulier à celle de juillet 1914. Peut-être ce livre pourra-t-il contribuer à un renouveau de l'histoire politique comme partie intégrante de l'histoire culturelle de la Grande Guerre.

PRÉFACE À L'ÉDITION DE POCHE

Voir sortir son livre en « poche » aussi, est pour tout auteur un grand honneur, un signe sûr qu'il a trouvé son public, a été lu et discuté. Et dans cette discussion ont apparu quelques erreurs voire courts-circuits dont je suis peut-être responsable par manque de précision. Il m'importe donc de rendre très clairement l'idée générale qui m'a guidée en écrivant ce livre.

Non, je ne suis pas de l'avis que l'Allemagne est seule responsable de la Grande Guerre. Il est évident pour moi que toutes les grandes Puissances ont d'une certaine façon concouru pour créer une situation où une conflagration devenait possible, puis inévitable. Mais que pour juger cette diplomatie catastrophique car dirigée par les seuls « intérêts nationaux », il faut toujours considérer que les dirigeants politiques et militaires de l'avant 14 n'ont pas du tout envisagé une guerre telle que devint celle qu'ils préparaient. Ils n'auraient certes pas agi comme ils l'ont fait, auraient-ils pressenti Verdun et la Somme.

Mais pour les responsabilités, il ne suffit sans doute pas de réclamer une quasi-irresponsabilité généralisée. Si tous étaient prêts à la guerre qu'ils imaginaient devoir faire, il est toujours nécessaire de préciser qui l'a rendue inévitable. C'est pourquoi j'ai tant insisté sur le fait que ce sont les Allemands qui ont mis le feu aux poudres.

On a beaucoup parlé ces dernières années, et surtout suite au grand livre de Christopher Clark, des Français et des Russes qui auraient tout fait pour rendre la situation impossible à l'Allemagne et qui par-là, auraient rendu la guerre inévitable. Oui, je suis d'accord pour dire que face aux résultats de la recherche historique et des documents survenus depuis quelques années, il est bien plus clair qu'avant que la France a tâché, en accord avec la Russie, et en partie avec la Grande-Bretagne, d'isoler l'Allemagne. Mais face à ce courant nouveau, et assez prévalent dans la recherche actuelle, j'insiste : tous ces mouvements sont dus au fait que toutes les nations réunies dans ces deux « blocs » diplomatiques, les sentaient mises en danger quant à leurs intérêts « vitaux » ou même carrément agressées par l'autre. Les Français ont sans doute tout fait pour stabiliser et pour dynamiser l'Alliance russe en vue de la guerre à venir et jugée inévitable. Mais ils l'ont fait par peur d'une Allemagne qui grandissait outre mesure et qui ne laissait aucun doute de son mépris pour la France jugée intrinsèquement faible. Évidemment les Allemands, qui ont observé ces tentatives de resserrer l'alliance franco-russe et l'Entente cordiale avec la Grande Bretagne, en ont conclu qu'il fallait absolument être prêts et ils ont imaginé que la guerre étant sans doute inévitable à la longue, il serait préférable de la faire plutôt maintenant que plus tard.

Cet engrenage dévastateur des sensibilités « défensives » chez toutes les grandes puissances, c'est ce qui m'a intéressé et qui forme la base du récit de la catastrophe diplomatique de 1914, que je soumetts à nouveau à la critique de mes lecteurs.

Gerd Krumeich,
décembre 2017.

INTRODUCTION

Cent ans après le début de la Grande Guerre, le temps est venu d'effectuer un bilan de nos connaissances concernant cette catastrophe de notre histoire. Cette conflagration qui a bouleversé le monde a-t-elle été déclenchée sciemment? Si tel est le cas, par qui et dans quel but? Faut-il au contraire admettre que toutes les nations ont « basculé » dans le conflit? C'est cette version, émanant du responsable politique britannique David Lloyd George, qui a fini par faire l'unanimité dans les années 1930, après de très longues polémiques. Elle apparaît dans un passage de ses *Mémoires de guerre*, qui mérite d'être intégralement cité, parce qu'il fournit l'esquisse de la problématique traitée dans notre ouvrage :

Aucun homme d'État, même le plus fin, le plus clairvoyant, ne prévoyait au début de l'été 1914 que l'automne verrait les nations du monde impliquées dans la plus horrible lutte qui ait jamais été contemplée dans l'histoire de l'humanité [...] Les nations basculèrent dans le chaudron bouillonnant de la guerre sans la moindre trace d'appréhension ni de désarroi¹.

Cette interprétation consensuelle n'a tenu que trente ans, jusqu'à ce que la « question des responsabilités » ne redevienne, à partir des années 1960, un grand champ de bataille de l'historiographie allemande et internationale. L'historien hambourgeois Fritz Fischer avait-il raison d'affirmer que ce furent les buts de guerre de l'Allemagne impériale² qui provoquèrent cette conflagration ? Pendant vingt ans, cette thèse a suscité une véritable guerre de position entre chercheurs, et parfois aussi entre éditorialistes et hommes politiques. Puis elle tomba peu à peu dans l'oubli : dans les années 1990, on se tourna vers l'histoire culturelle du conflit, vers l'analyse de l'expérience de guerre et des mentalités des soldats et des civils. On ne parla plus que de loin en loin des processus décisionnels, des hommes politiques et du drame de juillet 1914.

Il nous semble cependant que cette question des responsabilités ne fait pas l'objet d'une réelle unanimité. Elle n'a pas été épuisée par les chercheurs, contrairement à celle des origines de la guerre de 1870, encore très discutée dans les années 1970. De nombreux protagonistes de la controverse autour de l'ouvrage *Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale* sont décédés, comme James Joll, Fritz Fischer, Imanuel Geiss, Fritz Klein, Andreas Hillgruber et Wolfgang Mommsen, pour ne citer que ceux que nous avons nous-même connus et avec qui nous avons eu la chance de débattre.

Élève et successeur de Wolfgang Mommsen à la chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Düsseldorf, nous avons été très marqué par son enseignement. S'il existe sur la Première Guerre mondiale un héritage de notre vénéré maître et ami que nous aimerions transmettre grâce à ce livre, c'est

bien la thèse selon laquelle les acteurs de juillet 1914, malgré leurs sombres pressentiments, n'avaient aucune idée de la transformation que connaîtrait ce conflit, en un très court laps de temps. Lors d'un cours magistral, Wolfgang Mommsen déclara que les principaux responsables politiques et militaires de 1914 n'auraient pas gardé le doigt sur la gâchette s'ils avaient pu imaginer ce qui se produirait à Verdun et dans la Somme.

La thèse est discutable puisque Moltke, Bethmann-Hollweg et tant d'autres ont bien senti la « catastrophe » ou le « déclin de l'Europe », qu'avait prophétisés August Bebel dans son évocation éloquente du « chambardement » à venir. Mais n'est-il pas étrange que ces mêmes décideurs n'aient jamais pensé à organiser la préparation d'une guerre de plus de trois mois ? En octobre 1914, le Reich n'avait plus de munitions. En 1911, Schlieffen avait estimé qu'il faudrait mobiliser au maximum 2 millions d'hommes. En juillet 1914, ces prévisions correspondaient encore à la réalité ou presque. Or, si quelqu'un avait dit à Schlieffen que 7 millions de soldats seraient mobilisés sur le champ de bataille du côté allemand en 1918, et que l'Allemagne à elle seule compterait 2 millions de morts à la fin de cette conflagration, il aurait assurément fait enfermer cet individu dans un hospice d'aliénés.

Dans la description du déclenchement des hostilités, il importe donc d'éviter l'anachronisme, qui est, comme le souligne Marc Bloch, le « péché originel de l'historien ». Afin de respecter la méthode des sciences historiques, nous devons parvenir à comprendre les individus de 1914 dans le contexte de leur époque, sans leur attribuer rétrospectivement les connaissances qui sont les nôtres concernant les

différents aspects de la guerre totale. Cette approche est aujourd'hui possible, contrairement à ce qui fut le cas durant les années 1960, lors de la controverse Fischer, où beaucoup de ceux qui avaient vécu le conflit tenaient à préserver le souvenir de la « Grande Époque », du sens du sacrifice et de l'enthousiasme d'août 1914.

L'étude de la crise de juillet représente un défi : depuis la naissance de l'historiographie concernant cette période, le corpus des sources est en effet resté quasi inchangé, ce qui est inhabituel. Comparé à la plupart des événements historiques, il s'agit d'une exception qui n'a d'ailleurs jamais vraiment été théorisée. À première vue, cela peut sembler difficile à croire ; rappelons que la publication des pièces diplomatiques par les puissances belligérantes commença presque dès le début du conflit. Ce qu'on appelle les livres de couleur, comme le livre blanc allemand ou le livre jaune français, poursuivaient un objectif apologétique évident. Ils contenaient aussi des omissions et quelques rares falsifications. Ils constituèrent néanmoins la base de la « guerre mondiale des documents » qui fut menée à partir de 1918.

Les publications officielles se succédèrent rapidement, à commencer par le recueil des pièces allemandes intitulé *La Grande politique des cabinets européens 1870-1914* dont presque chaque page se voulait un plaidoyer réfutant le reproche fait à l'Allemagne d'avoir déclenché les hostilités. Cet ouvrage a toutefois conservé sa valeur de source. Les autres nations ne tardèrent pas à faire de même, de sorte que dès la fin des années 1930, on disposa de corpus sur lesquels la recherche s'appuie aujourd'hui encore. Les trois volumes du journaliste italien Luigi Albertini représentèrent l'apogée

de ces efforts historiographiques ; ils ne furent édités en anglais qu'en 1952, mais ils constituent depuis leur parution le matériau informatif et argumentatif des historiens, même si ces derniers ne l'avouent pas toujours³. Il faut le dire : en comparaison de la masse de documents déjà publiés, ne sont apparues depuis les années 1930 que très peu de nouvelles sources susceptibles de réorienter l'investigation historique.

Ce fut sans conteste le cas dans les années 1980 avec le Journal si controversé de Kurt Riezler, confident de Bethmann-Hollweg, le chancelier du Reich. Cela vaut aussi pour les textes que nous avons découverts, à savoir les Journaux du président de la République française Raymond Poincaré, ou pour le Journal de Falkenhayn, le ministre allemand de la Guerre, qu'a exploité Holger Afflerbach. Cependant, il n'existe guère d'exemples comparables et même ces quelques découvertes récentes n'ont aucunement révolutionné notre « savoir ancien ». En ce qui concerne les sources, un siècle après leur publication, les travaux classiques de Renouvin, de Schmitt et d'Albertini ne sont toujours pas « dépassés⁴ ».

Ce qui a en revanche complètement changé, c'est le regard du chercheur sur cet événement majeur de l'histoire : il n'est plus influencé par les dénégations, les accusations, les plaidoyers et les contestations éventuels de son père, de ses grands-pères et arrière-grands-pères. L'historien ne s'inscrit plus dans un environnement culturel et social qui l'obligeait à ne pas uniquement faire la liste des causes de ce « chambardement » mais à protéger aussi sa nation, accusée d'avoir par son « agression » provoqué 10 millions de morts, comme l'avait stipulé le traité de Versailles. Aujourd'hui encore, l'évaluation des responsabilités et des causalités fait l'objet de débats.

On se demande notamment si l'Autriche-Hongrie a géré la crise et mené une politique militaire indépendamment de l'Allemagne, ou si elle a au contraire fait preuve de suivisme. Par ailleurs, depuis quelque temps, la Russie et la France sont de nouveau perçues comme des acteurs majeurs de ces tensions en juillet 1914.

Une telle réévaluation s'explique. On s'est trop longtemps penché presque exclusivement sur les responsabilités allemandes en se demandant toujours si, au fond, il n'existait pas une continuité entre les politiques impériale et totalitaire, assurant un lien «de Bismarck à Hitler». Ce n'est pas un hasard si la controverse autour de Fischer dans les années 1960 fut aussi une question de génération. Les cours de Fritz Fischer à Hambourg attiraient des centaines d'étudiants dont l'intérêt premier n'était absolument pas juillet 1914 ou la Première Guerre mondiale. C'était l'époque des procès d'Auschwitz à Francfort, et les jeunes de ce temps-là ne se contentaient plus de l'explication selon laquelle Hitler aurait été un accident de parcours. Ils attendaient une analyse des responsabilités et des filiations parce que le but était de veiller à ce que la barbarie ne se reproduise pas.

La thématique de la continuité ayant joué un rôle majeur dans l'interprétation de l'attitude du Reich wilhelminien pendant la crise de juillet, un grand nombre d'ouvrages consacrés à cette période ont très mal vieilli et sont en partie moins lisibles que les recherches souvent «magistrales» des années 1930. Fritz Fischer et nombre de ses disciples éprouaient une fascination terriblement négative pour la politique allemande; les acteurs des autres nations ne sont souvent pour eux que de vagues silhouettes. Leurs travaux sont de fait surannés et ne sont

plus que le témoignage d'une période de l'histoire ouest-allemande.

La recherche scientifique concernant les semaines clés de juillet 1914 a dépassé les dimensions de la politique nationale ; il ne s'agit désormais plus d'interroger ou d'accuser d'autres nations ou de défendre son propre pays. La recherche s'organise de nos jours de façon transfrontalière et selon une approche comparative internationale. Cette évolution est illustrée par *La Première Guerre mondiale*, ouvrage publié chez Fayard en 2014, sous la direction de Jay Winter. Des historiens du monde entier y ont collaboré et deux auteurs de nationalité différente ont co-écrit le chapitre sur la crise de juillet.

Ces regards croisés permettent d'échapper au fléau propre à l'historiographie traditionnelle, y compris celle des années 1960 et des suivantes, à savoir le fossé entre une description vivante et nuancée des personnalités de l'histoire nationale et celle, plus figée, des acteurs étrangers. Dans le travail d'un chercheur de langue allemande, Bethmann-Hollweg, l'Empereur, Moltke, ou Falkenhayn sont en effet dépeints avec expressivité, tandis qu'un Poincaré ou un Sazonov apparaissent comme des stéréotypes. Il s'agit de dépasser ces limites autant que faire se peut et de restituer à tous les acteurs la même capacité d'émotion.

La fébrilité, la nervosité et le désespoir des décideurs wilhelminiens ont souvent été décrits avec précision, notamment depuis que le Journal de Riezler a révélé les états d'âme du chancelier en juillet 1914. Or, ce qui vaut pour ce dernier, Guillaume II et Moltke devrait aussi être appliqué à Poincaré, Viviani, Paléologue et Joffre. Une seule analyse allemande s'est-elle attachée à décrire à quel point

Sazonov, le ministre des Affaires étrangères russe, était désespéré et avec quelle énergie il a lutté à la fois pour la guerre et la paix? La psychologie du tsar, qui avait décrété la mobilisation pour ensuite l'annuler, a-t-elle été étudiée? Sidney Fay, vers 1930, a insisté sur la nécessité absolue de mettre en lumière les émotions et l'état d'esprit des uns et des autres entre l'attentat de Sarajevo et le début de la conflagration, lors de ces trente-neuf jours d'un suspense insoutenable. Luigi Albertini en a tenu compte. Mais ce talent consistant à se mettre à la place de chacun des acteurs a disparu chez les historiens des générations suivantes. Il convient de le reconquérir et de continuer à l'affiner.

Chercheur ou lecteur, nous devons avoir pleinement conscience qu'une effervescence inouïe régnait lors de ces journées de juillet. Il s'agissait alors de prendre des décisions d'une portée majeure dans un délai extrêmement court, les informations concernant les événements en cours dans chacun des camps se succédaient sans interruption. Qui a lu et transmis tel ou tel télégramme? À quel moment? L'historiographe doit faire preuve de la plus grande exactitude. Prenons pour exemple le recueil de documents diplomatiques publié par Imanuel Geiss: 114 pièces y figurent rien que pour le 31 juillet 1914. On peut aisément multiplier ce chiffre par trois, ce qui donne une idée de la pression à laquelle furent soumis les politiques et les militaires. Il n'est donc guère étonnant que leurs réflexions et leurs arguments échappent plus d'une fois à une rationalité normale.

En rassemblant les raisonnements et les actions qui eurent cours lors de ces journées décisives, nous avons souvent eu l'impression d'assister à un

spectacle que nous appellerions «dadaïste». Mais n'est-ce pas le lot de l'historien que d'introduire de la logique là où elle a manifestement été absente? Nous avons tenté de travailler selon une méthode comparative et transnationale, en prenant au sérieux les émotions de tous les acteurs. Il convenait de tenir compte de la multitude des sources connues, de les relier pour en faire un ensemble lisible et une histoire susceptible d'être aussi comprise par des non-spécialistes.

Nous aimerions enfin souligner deux particularités propres à ce livre : la première tient au fait que nous y avons décrit l'avant-guerre de la façon la plus exhaustive possible. C'est malheureusement trop peu le cas dans les analyses de la crise de juillet. Plus grave encore : même dans les travaux récents les mieux documentés, les représentations de la guerre qui avaient cours à l'époque restent *terra incognita*. D'autre part, nous nous sommes efforcé de faire toute la lumière sur la fameuse théorie de la «localisation». Pendant des décennies, ce fut l'un des principaux arguments utilisés par les défenseurs de l'innocence allemande dans l'escalade de la crise : il s'agissait de limiter les hostilités à l'Autriche-Hongrie et à la Serbie, de les «localiser», pour reprendre un terme récurrent utilisé dans les sources concernant ces semaines de juillet.

Or, nous défendons la thèse selon laquelle la demande du Reich de localiser ce conflit à tout prix revenait en réalité à défier insolemment tous les usages diplomatiques en cours à l'époque. C'était en fait une manœuvre pour tester à quel point la Russie était désireuse de faire la guerre et techniquement prête à s'y engager. Si elle intervenait en faveur de la Serbie et ignorait ainsi la volonté de «localisation»,

l'Allemagne déclencherait alors inmanquablement l'affrontement avec l'Empire des tsars parce que mieux valait « maintenant que plus tard. » À notre connaissance, il n'est venu à l'idée d'aucun homme politique ou militaire allemand raisonnant et agissant en ce sens que c'était précisément cette stratégie de chantage qui pouvait décider Saint-Pétersbourg à entrer en guerre.

Nous précisons que le présent ouvrage s'attache uniquement aux hommes politiques et aux militaires qui jouèrent un rôle lors de la crise de juillet 1914. Nous ne nous sommes pas penché sur l'état d'esprit de l'opinion publique, l'enthousiasme belliciste ou, au contraire, les véhémentes protestations internationales contre la guerre. Ce choix appelle une explication : il est tout simplement impossible d'attester que Bethmann, le tsar, ou Poincaré ont agi comme ils l'ont fait parce qu'ils craignaient la révolution, un renversement de régime ou espéraient des avantages en matière de politique intérieure. Ils ont sans doute été en permanence exposés à l'agitation publique et ils n'ont pas pris leurs décisions sans en tenir compte. Or, jusqu'à présent, personne n'a jamais pu prouver que leurs actes furent motivés par des desseins relevant de la politique sociale ou intérieure. Pendant cette crise, les enjeux furent les rapports de forces internationaux, l'équilibre et la préséance entre les puissances ainsi que les perspectives d'avenir. L'objectif de ce livre est de décrire et de documenter ce contexte.

CHAPITRE PREMIER

AVANT LA GRANDE GUERRE

LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE AVANT 1914

Depuis qu'il existe une politique européenne, il y a toujours eu des crises européennes, en particulier depuis la formation progressive du « concert des nations » au début du XIX^e siècle. Ce système complexe, nécessitant un ajustement permanent, reposait sur les *checks and balances* d'une « diplomatie des conférences », parachevée par des décisions institutionnelles et personnelles, dont la conséquence fut le très petit nombre de guerres entre grandes puissances au XIX^e siècle, malgré certaines crises graves. Seule la guerre de Crimée vit l'Angleterre-, la France et l'Autriche-Hongrie affronter la Russie tsariste lors d'un conflit relativement important de 1853 à 1856 ; quant à la guerre de 1870 entre l'Allemagne prussienne et la France, elle ne fut au fond que la « continuation de la politique par d'autres moyens. »

Cet équilibre européen impliquait que les alliances reposent sur des intérêts et des objectifs communs. C'étaient toujours des unions *ad hoc*, au sein desquelles des modifications étaient possibles à tout moment en fonction des constellations politiques. De la fondation du Reich en 1871 jusqu'à

son renvoi en 1890, le chancelier allemand Otto von Bismarck maîtrisa avec brio ce jeu des ententes. La plus grande difficulté consistait à mettre sur pied et à maintenir une alliance avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie, tout en empêchant le lien avec l'Empire des tsars de se rompre. Bismarck y parvint en concluant avec la Russie en 1887 un traité dit de «réassurance», qu'il réussit à préserver malgré tous les intérêts qui s'y opposaient, en particulier ceux de l'Autriche-Hongrie. À l'époque, il était encore possible d'être allié avec une ou plusieurs puissances, tout en s'assurant que l'éventuel adversaire ne se transforme pas en ennemi. L'article 1 de ce texte était tout à fait caractéristique de la diplomatie des traités du XIX^e siècle ; nous en citons un extrait, tant il met en perspective les péripéties diplomatiques de 1914 :

Dans le cas où l'une des hautes parties contractantes se trouverait en guerre avec une troisième grande puissance, l'autre maintiendrait à son égard une neutralité bienveillante et vouerait ses soins à la localisation du conflit. Cette disposition ne s'appliquerait pas à une guerre contre l'Autriche ou la France dans le cas où cette guerre résulterait d'une attaque dirigée contre l'une de ces deux dernières puissances par l'une des hautes parties contractantes¹.

L'intention était donc de «limiter un conflit géographiquement». À l'époque, on utilisait aussi fréquemment le verbe «localiser». Or, lors de la crise de juillet 1914, cette volonté de localisation allait devenir le ressort majeur de la politique allemande visant à contenir le conflit à l'Autriche-Hongrie et à la Serbie, à le «localiser». Nous reviendrons sur l'ambiguïté de cette stratégie.

Dès les années 1880, ce fut l'émergence des nations balkaniques qui représenta le plus grand

défi pour cet exercice d'équilibrisme. Les intérêts de la Russie, qui se posait en protectrice des petits peuples slaves, se heurtaient sans cesse à ceux de l'Autriche-Hongrie, État multinational où vivaient des groupes importants de ces mêmes populations.

Le passage au « gouvernement personnel » de Guillaume II, en 1890, et le renvoi brutal de Bismarck (« Le capitaine quitte le navire ») constituèrent une césure majeure dans la politique étrangère allemande. Le Reich cessa de prolonger le traité de réassurance avec la Russie : selon Caprivi, le nouveau chancelier, personne n'était capable, à part Bismarck, d'effectuer un numéro d'équilibriste en jonglant avec « cinq balles ». En outre, il estimait que les alliances n'étaient plus de simples arrangements tactiques limités dans le temps en fonction des intérêts concrets des États, mais qu'elles étaient devenues le souhait des peuples eux-mêmes, soucieux de leur survie :

Quelle valeur ont aujourd'hui des alliances, si elles ne reposent pas sur une communauté d'intérêts ? Depuis que les nations, leurs intérêts et leurs humeurs [...] sont parties prenantes de la guerre et de la paix, la valeur d'une alliance se réduit considérablement si cette coalition ne trouve pas l'appui de l'opinion publique².

Dans un courrier adressé au chancelier, l'ambassadeur allemand en Turquie, Radowitz, émit l'idée que cette nouvelle orientation de la politique du Reich allait enfin permettre de faire obstacle aux ambitions russes dans les Balkans, lieu de frictions permanent avec les visées austro-hongroises. Le « nouveau cours » de Guillaume II servait donc la paix mondiale : « Si les Slaves moscovites poussent malgré tout à l'aventure et en viennent à la guerre, ils se heurteront à une défense constituée d'alliances d'autant plus solides³. »

Dès 1882, l'Empire allemand avait conclu la Triplice avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie mais il ne partageait une véritable « communauté d'intérêts » qu'avec la première de ces deux puissances. De son côté, la France scella une alliance avec le tsar en 1894, à la suite de la convention militaire de 1892. Peu de temps après la chute de Bismarck, le cauchemar de ce dernier de voir l'Allemagne prise en tenaille par d'autres États en raison de sa situation centrale en Europe semblait donc devenir réalité. Par conséquent, aux yeux des politiques et des militaires allemands, l'alliance avec l'Autriche-Hongrie paraissait d'autant plus importante, voire « vitale ».

IMPÉRIALISME ET « ENCERCLEMENT »

À partir du milieu des années 1880, la transformation des nations européennes en États impérialistes s'accéléra. Partout s'imposait la conviction qu'il était essentiel de posséder des colonies sur d'autres continents, notamment en Afrique. « Puissance mondiale ou déclin » devint un slogan récurrent du nationalisme ; ce fut plus tardif en Allemagne qu'en Angleterre ou en France mais aussi plus violent. Dans tous les pays européens industrialisés, on en vint à penser que pour « survivre », il était tout aussi nécessaire d'importer des matières premières d'outre-mer que d'« exporter » des hommes, ce qui est aujourd'hui plus difficile à comprendre. À partir des années 1890, notamment en raison des progrès de la médecine, la population des États industrialisés, en particulier du Reich allemand, connut un accroissement rapide : pour les économistes et les politiques, la seule perspective

d'avenir résidait dans une expansion territoriale de la nation.

Personne n'imaginait que les « masses laborieuses » pourraient un jour elles aussi consommer autre chose que des biens de première nécessité. La production de masse s'amorçant dans le domaine technique, il semblait indispensable de trouver de nouveaux acheteurs, y compris outre-mer ; à l'époque, on ne parlait pas encore de productivité pour la consommation du « marché intérieur ».

L'impérialisme et la « politique mondiale » tels que Guillaume II les incarnait et les mettait en scène depuis 1890 s'expliquaient aussi par un tournant culturel. En effet, de larges couches de la population s'intéressaient de plus en plus à la politique. Vers 1900, presque plus personne n'était analphabète en Allemagne, le peuple (les adultes de sexe masculin) lisait le journal, votait, adhérait à des associations de masse, voulait être informé et participer au processus politique. Malgré quelques bizarreries de caractère, l'Empereur satisfaisait parfaitement ces attentes. Il effectuait de fréquents déplacements, tenait de nombreux discours sur l'avenir radieux du Reich et ne cessait d'assurer au peuple qu'il entendait le guider vers des « temps merveilleux ».

En outre, à partir des années 1890, une sorte de révolution culturelle gagna partout les esprits cultivés. Ce qu'on appela le « darwinisme social » véhiculait des stéréotypes racistes qui se répandaient à une vitesse éclair. Il existait certes depuis longtemps des complexes de supériorité nationaux mais ils se popularisaient désormais avec succès. Depuis les années 1870, suite aux écrits de Charles Darwin et de ses épigones, l'explication de l'évolution animale et humaine par les sciences naturelles s'était

TABLE DES MATIÈRES

Préface par Antoine Prost	5
Avant-propos à l'édition française	9
Préface à l'édition de poche	13
Introduction	17
Chapitre premier. Avant la Grande Guerre	27
<i>La diplomatie européenne avant 1914, 27 • Impérialisme et « encerclement », 30 • De l'annexion de la Bosnie aux guerres balkaniques, 41 • Accords militaires, armements et plans de campagne en 1912-1913, 51 • Nationalisme et psychoses de guerre en 1913-1914, 58 • Représentations de la guerre avant 1914, 66</i>	
Chapitre 2. Du régicide à l'ultimatum	77
<i>L'attentat de Sarajevo, 77 • Premières réactions et contextes politiques, 79 • Décision austro-hongroise de régler ses comptes avec la Serbie et « chèque en blanc » de l'Allemagne, 82 • Vers l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie, 93</i>	
Chapitre 3. La « localisation ». L'attitude allemande	
<i>La stratégie de la « localisation », 99 • Réactions des grandes puissances entre l'attentat et l'ultimatum, 107</i>	
Chapitre 4. L'ultimatum et ses conséquences	129
<i>Que savait l'Allemagne?, 129 • La Russie et la France, 136 • L'Angleterre, 140 • La Serbie, 147 • « Tout motif de guerre disparaît » : la réponse serbe et la fin de la théorie de la localisation, 155</i>	
Chapitre 5. Les décisions ayant mené à la Grande Guerre	163
<i>Le débat sur la mobilisation générale russe, 164 • Le 28 juillet : Moltke pousse à la guerre. Qui gouverne à Berlin?, 172 •</i>	

Le 29 juillet: mises en garde de l'Allemagne à la Russie. Que va faire l'Angleterre?, 175 • Le 30 juillet: la « formule de paix » de Sazonov et la mobilisation générale russe, 180 • Le 31 juillet: « danger de guerre menaçant » et ultimatum à la Russie, 192 • Le 1^{er} août. La guerre avec la Russie. L'Angleterre va-t-elle rester neutre?, 198 • Du 2 au 4 août: les dernières décisions, 206

Épilogue	215
Annexes	239
Appendice	271
Bibliographie	279
Notes	301